

LE “BANK RUN” DE LA CÔTE D’IVOIRE, PARI TRAGIQUE ?

LE 29 MARS 2011 DAVID SERVENAY

Loin des révolutions arabes, la Côte d’Ivoire est au bord de l’effondrement. Combats à l’arme lourde, exactions des milices, tirs dans la foule: après quatre mois d’asphyxie financière, un scénario de guerre civile se profile.

La décision a été prise au lendemain de l’élection présidentielle ivoirienne contestée du 28 novembre 2010. Le vainqueur (théorique) du scrutin, Alassane Ouattara, l’a entérinée, mais elle supposait un consensus de la communauté internationale : puisque Laurent Gbagbo ne veut pas céder le pouvoir politique, il faut l’asphyxier économiquement. Commence alors une course contre la montre de quelques mois, sur le point de s’achever. Comme le confiait à Paris en février un observateur attentif de la situation :

“

Ce n’est pas spectaculaire, mais ça va produire ses effets.

”

Primo : couper les robinets à liquidités

“

Il y avait trois leviers pour résoudre le conflit : la diplomatie, les finances et l’armée.

”

Nous sommes le 24 décembre 2010. En cette veille de Noël, Patrick Archi, porte-parole d’Alassane Ouattara peut être satisfait. La **Banque centrale des Etats d’Afrique de l’Ouest (BCEAO)** vient officiellement de couper les vivres du camp Gbagbo.

Un mois après le scrutin électoral au centre du bras de fer entre les deux hommes, la première séquence a consisté à agir au niveau des liquidités qui alimentent les circuits économiques internationaux. La Côte-d’Ivoire s’insère dans la zone CFA, dont la BCEAO constitue l’ossature, lui permettant d’assurer la fluidité de ses échanges économiques. Le but de l’opération est de couper les liens avec l’extérieur, notamment avec les autres pays de l’Afrique de l’Ouest et de faire en sorte que la signature de Gbagbo ne soit plus reconnue par les instances monétaires internationales.

Premier objectif : obtenir une position officielle des 15 actionnaires de la BCEAO, ce qui sera fait en quelques semaines. Puis obtenir le départ de Philippe-Henry Dacoury-Tabley, gouverneur de la banque et proche de Laurent Gbagbo. Le 24 janvier, **l’homme commente ainsi sa propre démission** :

“

La seule tristesse que j’ai en ayant rendu cette démission qui m’a été demandée, c’est qu’effectivement la politique est en train d’entrer à la banque centrale.



La Banque mondiale suit le mouvement en **annonçant le gel de ses prêts**. Il reste alors un peu plus de 200 milliards de francs CFA dans les coffres de l'agence d'Abidjan, sous la supervision du siège situé à Dakar, Sénégal.



Réactions du clan Gbagbo : rackets et braquage

La réaction de la présidence ivoirienne est (quasi) immédiate. Le 26 janvier, deux jours après la « démission » de Dacoury-Tabley, une **scène digne d'un braquage hollywoodien** se déroule dans les sous-sols de la BCEAO.

Alors qu'un transporteur de fonds vient chercher de quoi alimenter les banques commerciales de la capitale économique, un commando armé pénètre sur le parking de l'agence. Quatre hommes rejoints par des complices mettent en joue les employés. Sur les 23 sacs de billets de banque, ils en emportent une quinzaine, pour une valeur nominale de 8 milliards de CFA¹. Maigre prise, car les coffres de la BCEAO en comptent au moins 200 milliards... Seulement voilà, les codes informatiques des portes sont modifiés tous les jours depuis le siège de Dakar. Impossible d'aller plus loin pour le clan Gbagbo.

Un mois plus tard, c'est au tour des banques commerciales de faire l'objet d'un assaut en règle. Elles sont **nationalisées et réquisitionnées** par la présidence ivoirienne. Là encore, l'enjeu est surtout symbolique, car les filiales de la Société générale comme de la Citibank ont baissé rideau depuis la mi-février.

Petit à petit, l'ensemble de l'activité économique du pays est anesthésié par le manque de liquidités. De la BCEAO sur la banque centrale, de la banque centrale sur les banques commerciales et des banques de détails sur les entreprises et autres opérateurs. Tout le pays est placé dans une léthargie profonde. Le diagnostic du **président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, Jean Kacou Diagou**, est sans appel :



On est en train de tuer l'économie ivoirienne.



Côté recette fiscale, même combat : les agents des impôts tentent désespérément de récupérer de l'argent auprès des entreprises qui ne savent plus auprès de qui s'acquitter de leurs taxes.

Couper les ressources économiques profondes du pays : café et cacao

L'autre levier pour asphyxier le régime est celui des ressources premières de l'économie ivoirienne. Le pétrole et ses 60 000 barils de production quotidienne ne peuvent pas être placés sous séquestre. En revanche, il est plus simple de bloquer la distribution des matières premières transitant par le port d'Abidjan : café et surtout cacao.

La période est particulièrement propice, puisque l'essentiel de la récolte des fèves a été stocké dans les hangars du port, attendant d'être écoulée par les grands opérateurs du secteur. A l'image du géant américain Cargill, tous finissent par suivre les injonctions des Nations-Unies. Les fèves peuvent être stockées environ deux mois dans les entrepôts, mais pas plus. Qui plus est, en séchant, elles perdent du poids et donc de la valeur marchande, jour après jour.

Après avoir hésité, car les pertes sont énormes, les principaux transporteurs maritimes (Maersk, MSN, CMA-CGM) interrompent leur desserte ivoirienne. A Abidjan, tout commence à manquer : essence, nourriture, biens premiers. La tension monte, alimentée par des exactions qui se répètent de plus en plus fréquemment et s'étendent, de quartier en quartier.



La guerre par la faim, une expérience inédite?

Tous les ingrédients pour une crise majeure sont désormais réunis. Certains sont présents depuis bientôt dix ans dans le paysage ivoirien :

le conflit politique qui n'a rien de vraiment nouveau, l'opposition entre les deux rivaux Gbagbo / Ouattara est effective en s'appuyant sur des clivages politico-claniques la bataille médiatique, déjà largement présente dans les quotidiens, s'est élargie aux médias audiovisuels (Radio Télévision Ivoirienne –RTI- contre Télé Côte d'Ivoire – TCI) les exactions et assassinats ciblés dans les deux camps, s'ils avaient connu une accalmie, ont repris, l'ONU comptabilisant plusieurs centaines de morts depuis l'élection présidentielle Mais la grande nouveauté est le stress induit sur toute la population par la pénurie alimentaire et le manque de produits de première nécessité. L'absence de nourriture alimente la certitude d'aller de toute façon vers la pire des issues. L'ampleur de l'exode à Abidjan ces derniers jours témoigne de la gravité de la situation.

A bien des égards, le parallèle si souvent dressé entre la crise ivoirienne et le génocide

rwandais prend ici toute sa pertinence. Cette dimension a fait l'objet de très peu d'analyse approfondie, alors qu'elle explique une bonne partie du chaos intégral dans lequel le Rwanda a plongé en 1994.

Quelques **chercheurs ont montré l'importance du Plan d'ajustement structurel (PAS) du FMI**, plan qui a entraîné de 1990 à 1994 un appauvrissement rapide et dangereux de la paysannerie rwandaise, acculée à une résolution extrême de la tension sociale ainsi générée. En clair, nombre de d'assassinats commis pendant le génocide eurent aussi (surtout ?) des mobiles purement crapuleux.

Les conséquences du « bank run » ivoirien seront-elles identiques dans un contexte social bien différent, plus développé et plus urbain ? Si le pire n'est jamais sûr, il est souvent probable.

Les trois scénarios : idéal, va-tout ou offensif?

Ces dernières semaines, trois scénarios étaient à l'étude à Paris. Trois scénarios élaborés à partir de la certitude que le « *risque de voir un dénouement violent est élevé, mais jusqu'à quel niveau ?* ».

Le scénario idéal (qui est aussi le moins plausible) : Gbagbo se sent asphyxié, l'armée vacille, il n'y a plus d'argent pour payer les fonctionnaires. Le président sortant a la garantie d'une impunité judiciaire (difficile avec les centaines de morts officiellement comptabilisés par l'ONU). Il décide de partir, pour laisser la place à son adversaire.

Le scénario du « va-tout » : Gbagbo lance une attaque contre l'hôtel du Golf où est réfugié Ouattara. Les Forces nouvelles lancent alors un assaut sur Yamoussoukro, pour offrir à Ouattara une alternative. Cela ouvre le jeu dans la capitale administrative du pays, en pays Baoulés, fief d'Houphouët-Boigny.

Scénario de l'offensive : Ouattara et Soro, sentant que la pression économique ne suffit pas, décident de passer à l'offensive, par des mouvements sur Abidjan et Yamoussoukro. Une **dernière hypothèse de guerre civile** qui semble prendre le pas sur les deux premières. Dans l'indifférence générale.

-

Crédits photos et illustrations :

Image de Une CC : Marion Boucharlat

La BCEAO à Dakar par  par **seneweb** ; Laurent Gbagbo    par **United Nations Photo** ; fèves de cacao    par **eosclub**

—

Retrouvez notre **dossier complet sur la Côte d'Ivoire : Milices ou armées : quelle guerre en Côte d'Ivoire** et **N'ajoutons pas la panique au drame en Côte d'Ivoire**

1. Environ 12 millions d'euros soit **1 euro = 655,957 FCFA** [↔]

ANDREA

le 29 mars 2011 - 18:25 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

<http://www.youtube.com/watch?v=sWpiWaAkQGU>



VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

FRÉDÉRICLN

le 29 mars 2011 - 19:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



L'article est intéressant mais les scénarios finaux un peu douteux.

Si le président Ouattara avait voulu prendre Yamoussoukro, il l'aurait fait depuis longtemps (la ville a voté pour l'ancien président Bédié). Mais cela aurait été encourager une sécession du Sud, "chacun sa capitale".

D'ailleurs, l'attaque Nord->Sud en cours depuis hier se passe sur tous les axes... sauf Bouaké->Yamoussoukro.

Si Laurent Gbagbo attaque l'hôtel du Golf, ce sera la bataille finale, qui l'opposera non seulement aux FRCI du président Ouattara, mais aussi à l'ONUCI dont environ 1000 soldats protègent l'hôtel. C'est une option évidemment perdante, et très improbable. On voit là l'importance de cette mission de protection, comme le soulignait le représentant Choi dans son interview à TCI.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

le 29 mars 2011 - 21:20 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Y a quelque chose qui me dérange dans cette article. Certe on comprend l'asphyxie financière exercée par le "camp OUATTARA" cependant l'article oublie quelque chose, les ivoiriens. Qu'on pense les ivoiriens qui ont placés leur argent dans les filiale de banque française lorsque les dites filiales ont fermés empêchant ainsi les ivoiriens de pouvoir reprendre ceux qui les appartient ? L'asphyxie financière touche principalement la population. La réaction du gouvernement ivoirien est donc tout à fait normal même si je l'accord ceci n'est pas "conventionnel".

Il aurait été intéressant de souligné l'embargo sur les médicaments qui font qu'en CI le manque des médicaments ont déjà entraîné des morts et vont en entraîner (ceux qui sont en dialyse ou autres).

Aussi concernant les morts en CI j'ai de sérieux doutes sur ces chiffres puisque l'organisme de l'ONU les donnant semble avoir un partis pris depuis 2000 et donc partial vis à vis du problème en CI.

Autre chose l'article semble se centré sur des décision hypothétique que pourrait prendre "Gbagbo ou OUATTARA". Je rappelle que la CI n'est pas la France et donc notre habitude à voir notre président comme le donneur d'ordre semble d'éteindre sur les hypothèses présentés.

Aussi cette asphyxie d'un pays économiquement ne montre t-il pas clairement le pouvoir que peuvent exercés les (ex) puissances colonial sur les pays d'Afrique, de l'impérialisme économique ?

Sur la bataille médiatique il me semble que OUATTARA à un plus gros soutient dans l'international mettant dans sa poche l'opinion publique de beaucoup de pays (en France par exemple). En CI la RTI qui est une télévision d'Etat donc normal.

L'article souligne bien ceci "la guerre par la faim" cependant on en sait pas plus sur le qui?comment?quand?pourquoi? de cette pénurie alimentaire.

Bref un article à étoffé.

P.S: andrea je ne sais pas ce qu'elle veut montrer ta vidéo sauf peut être qu'avec ce titre "Ivory Coast Tragedy – Invisible Commados – March 29 2011" tu veux désigner le groupe de terroristes qui sévit à Abidjan. J'espère que l'armée ivoirienne pourra s'en débarrasser avec le moins de mort possibles (et dégât collatéraux puisqu'ils se cachent parmi la population).

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

FRÉDÉRICLN

le 30 mars 2011 - 11:47 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Complément et correction sur mon commentaire précédent : aux dernières nouvelles, il y a bien des combats sur l'axe Nord-Sud au nord de Yamoussoukro, là où il y en avait déjà eu aux débuts de la crise :

http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/cote-d-ivoire-combats-a-tiebissou-a-40-km-de-la-capitale-yamoussoukro_977746.html

Complément 2 : il y a une 4ème sortie de crise, et elle serait très simple. Que le Conseil Constitutionnel inverse sa décision concernant le résultat de l'élection (ou reconnaisse qu'elle était sans base juridique). Tout se remettra en place.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

le 30 mars 2011 - 13:47 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Que le Conseil Constitutionnel inverse sa décision concernant le résultat de l'élection (ou reconnaisse qu'elle était sans base juridique). Tout se remettra en place."

Sur quel base juridique tu t'appuis pour affirmer ce que tu dis ?

Le conseil constitutionnel proclame des résultats qu'on soit d'accord ou non la constitution ivoirienne est clair par ailleurs il est facile de s'informer pour savoir ce qui a amené au résultat proclamé par le conseil constitutionnel.

Alors oui le conseil constitutionnel pourrait revenir sur sa décision si tu tue tous les membres du conseil, tu mets tes amis comme tu le veux et la constitution ivoirienne tu

la jette dans la première poubelle venus.

Beaucoup qui commente les évènements au CI ni connaissent rien je trouve cela désolant.

Article 94 de la constitution ivoirienne

“Le Conseil constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Le

Conseil statue sur :

- L'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative;
 - Les contestations relatives à l'élection du Président de la République et des députés.
- Le Conseil constitutionnel proclame les résultats définitifs des élections présidentielles”

Article 98

“Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toute autorité administrative, juridictionnelle, militaire et à toute personne physique ou morale.”

Comment voudriez vous donc faire pour que le conseil constitutionnel reviennent sur une décision qu'il est en droit de donner puisque se sont les résultats (un chien est un chien ce n'est pas parce que vous dite chat que c'est vrai).

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MEXI

le 30 mars 2011 - 14:25 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



cote d'ivoire yaco ! le mal est fait, plus jamais la côte d'ivoire retrouvera sont visage d'antan.la guerre est proche.le mieux pour la cote d'ivoire serait que les trois idiots ouattara gbagbo soro disparaissent à tout jamais du paysage.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HONOUR

le 30 mars 2011 - 15:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le scénario de l'offensive joué par les troupes de Ouattara semble crédible . Par ailleurs, il serait bon de se demander le pourquoi de mouvements de troupes françaises au Gabon la semaine dernière.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

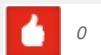
le 30 mars 2011 - 16:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



“Par ailleurs, il serait bon de se demander le pourquoi de mouvements de troupes françaises au Gabon la semaine dernière.”

Les Gabonais ont découvert récemment dans un documentaire français “FrançAfrique” diffusé sur France2 puis repris sur d'autres chaines que leur président fut investi par la France. Un mouvement de résistance (réprimé que vous ne verrez jamais dans votre téléviseur dans votre chaîne d'info régional ou national) se fait pour faire dégager le faux président ali bongo du pouvoir.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HONOUR

le 30 mars 2011 - 18:21 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



A rg26,

En effet, j'ai vu ce documentaire édifiant sur A2 .

La focalisation de l'attention de l'opinion publique française sur les “événements” de Lybie (comme l'on disait ” évènements d'Algérie autrefois pour ne pas dire guerre) n'est pas dénuée à mon sens d'arrière – pensées.

Pendant ce temps la France continue de placer ses troupes en Afrique de l'ouest, loin des caméras et de l'information. Où a-t-on lu ou vu dans les médias français qu'il y avait des mouvements de troupes militaires françaises dans l'ouest africain. Nulle part. Pas plus sur l'internet, il me semble...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

le 30 mars 2011 - 18:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Pendant ce temps la France continue de placer ses troupes en Afrique de l'ouest, loin des caméras et de l'information. Où a-t-on lu ou vu dans les médias français qu'il y avait des mouvements de troupes militaires françaises dans l'ouest africain. Nulle part. Pas plus sur l'internet, il me semble..."

Ce que fait la France je ne le sais pas (pas lue non plus sur internet ni autre part) j'ai juste parlé de ce qui se passe au Gabon.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

le 30 mars 2011 - 18:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pardon pour le double post mais je viens de remarquer cette immondice :

"Si le président Ouattara avait voulu prendre Yamoussoukro"

De quel président de quel pays parlez vous ? L'homme qui se fait passer comme tel ? soutenu par la France et USA (et autres pays qui les suivent) ? Je vous rappelle si vous ne savez pas que la CI est un pays souverain donc ne crache pas sur les Ivoiriens svp. Pays démocratique avec des institutions celles-ci ont confirmées la victoire du président Gbagbo (en l'occurrence principalement le conseil constitutionnel).

"Si Laurent Gbagbo attaque l'hôtel du Golf, ce sera la bataille finale, qui l'opposera non seulement aux FRCI du président Ouattara, mais aussi à l'ONUCI dont environ 1000 soldats protègent l'hôtel."

Je ne sais pas qui sont les FRCI je sais qu'il y a les rebelles (FN) et l'ONUCI à l'hôtel du Golf où il se sont "bunkurisés" ces terroristes en puissances. Si l'armée ivoirienne attaque l'hôtel du Golf ce sera à cause de leur entêtement dans leur coup d'état alors que Gbagbo leur demande de revenir à la raison.

Le représentant choisi cette incapable ne mérite même pas d'être écouté sauf du moins à l'entendre se décrédibiliser.

Enfin de quel mission de protection il s'agit Mr. Frédéric ? Les intérêts des USA dans cette région d'Afrique ? de Ouattara ? des terroristes ? Pour les civils... bah y a l'armée ivoirienne heureusement qu'elle est là sinon elle se ferait tirer dessus par l'ONUCI à vue ... (bah oui car à part massacrer les Ivoiriens comment vont-ils placer Médor ?)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HONOUR

le 5 avril 2011 - 7:09 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pour tenter d'instiller un peu de valeur ajoutée – comme dit votre collègue – à mes commentaires précédents .

En fait, les mouvements de troupes françaises de la métropole vers le Gabon avaient comme finalité de venir relever les troupes en présence dans ce pays pour que celles-ci puissent intervenir en Côte-d'Ivoire . Il s'agit bien là d'un plan d'intervention mûrement réfléchi (avec accord de L' ONU ?) où le réseau francAfrique semble jouer à nouveau un rôle non négligeable .

Honour, envoyé spécial, en direct de sa buanderie.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HONOUR

le 5 avril 2011 - 7:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On est bien loin des discours présidentiels qui disent la rupture avec l'ancienne France colonialiste et dont la traduction dans les faits semble démontrer le contraire.

Cette intervention dans le delta de l'or noir (delta du Niger) qui est faite selon les autorités françaises dans un souci humanitaire parait avoir d'étranges points communs avec celle de Lybie.

Mais, je peux me tromper...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Milices ou armées, quelle guerre en Côte d'Ivoire? » Article » OWNI, Digital Journalism le 29 mars 2011 - 19:16

[...] même si Laurent Gbagbo apparaît en difficulté. Les désistements augmenteraient au sein des FDS. L'asphyxie financière sur Laurent Gbagbo commence à faire effet : il sera difficile de payer les fonctionnaires et l'armée au mois [...]